

N°398

du 27
Mai
2011



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

La vente par internet

Un moyen d'optimiser les recettes

Après deux reports successifs

Faure donne le coup de pioche pour la révolution routière Aného-Hillacondji

Interview

Kangni Alem :
« C'est faux, il n'y a pas deux littératures togolaises ! »



Photo: L'Union

Faure Gnassingbé, hier, au lancement des travaux à Aného

Après l'accalmie
en Côte d'Ivoire

**Le nouveau
Gouverneur de
la Banque centrale
sera connu à Lomé**

** Les effets de la crise ivoirienne
sur l'Union seront examinés.*

Promotion des Technologies de l'information et de la communication

Une pénétration téléphonique de 60% attendue en 5 ans

** Le taux de pénétration du haut débit espéré à 15% à l'horizon 2015.*

Plateforme multifonctionnelle

La réponse à la pauvreté énergétique

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro ----- **Abonnement:** Contacter 261 35 29 / 905 94 28

Kangni Alem : « C'est faux, il n'y a pas deux littératures togolaises ! »

La première édition du festival de littérature en Afrique francophone, « Plumes Francophones », a pris fin le 18 mai dernier. Le directeur artistique du festival, Kangni Alem, revient sur les grands moments de cette première édition.

Monsieur le directeur artistique, vous venez de terminer le festival de littératures « Plumes Francophones », quel bilan dressez-vous de cette première édition ?

Quand notre association a décidé de faire un festival de littérature en remplacement du festival des arts de la scène qu'elle organisait depuis 2004, elle était loin d'espérer un engouement des lecteurs togolais pour la chose littéraire. Vous connaissez le cliché : « les Togoais ne lisent pas ». Mais force est de constater que le public est venu à la rencontre des écrivains, et que de jeunes auteurs en herbe se sont passionnés pour l'atelier de formation à l'édition des manuscrits. Globalement, malgré la faiblesse de la communication autour de cette première édition, on peut raisonnablement dire que l'événement a été correct, mais pourrait gagner plus en visibilité et synergie avec la chaîne du livre au Togo, et même d'autres associations culturelles lors des prochaines éditions.

Comment estimez-vous l'accueil par le public des établissements universitaires et scolaires de l'organisation d'un festival littéraire ? Pourquoi avoir choisi

uniquement les milieux scolaires ?

Selon les villes, l'accueil a varié. Si à Lomé nous avons pu honorer une grande partie des rendez-vous, l'étape de Kara s'est révélée difficile. Je crois que cela s'explique surtout par la lourdeur dans la communication entre une association au fonctionnement plus souple et des structures publiques très hiérarchisées. Mais cela peut se corriger, en modifiant par exemple la date du festival. Le choix des établissements scolaires s'explique : ce sont les lieux premiers où l'on accède au livre ! En fait, nous n'avons pas choisi que ces lieux, l'exposition-vente de livres qui s'est déroulée au centre culturel Hakuna Matata sur la route d'Adidogomé avait pour objectif de sortir le livre dans la rue, et les éditions Moffi-L'Harmattan Togo nous ont beaucoup aidé en cela. L'instant de curiosité passé, les gens ont acheté les livres de poche vendus à une somme modique.

Ce festival a donné lieu, à en croire la presse, à la polémique sur la littérature togolaise que l'on partage entre littérature de l'intérieure et littérature de la diaspora. Pouvez-vous nous en dire plus sur cette polémique et ce que vous en pensez ?



Polémique récurrente, c'est vrai. Il y aurait une littérature de l'intérieur et une autre de l'extérieur ? C'est faux, tous les écrivains togolais où qu'ils se trouvent, à partir du moment où ils revendiquent encore l'appartenance à la nationalité, participent à la tradition de la littérature togolaise. Si encore la langue les divisait, et qu'il y en avait qui écrivaient en mina ou en tem, on aurait pu trouver une ligne de séparation. La visibilité des auteurs, en réalité, est le nœud du problème, il nous appartient de faire en sorte que l'aura des uns rejaillisse sur les autres. Toute la littérature togolaise a vocation à s'internationaliser, alors évitons la posture du plaignant du ghetto !

« Littérature et voyage » est le thème de cette première édition. Pourriez-vous nous expliquer les raisons du choix de ce thème dès cette première édition dans un pays qui n'a véritablement pas de tradition littéraire ? Quelle est la pertinence de ce thème ?

Un thème de festival n'a pas besoin d'être pertinent (rires), puisque ce n'est qu'un prétexte à manifestation de la pensée des écrivains autour d'un sujet ! La tradition littéraire togolaise se constitue à travers les œuvres produites en français depuis le début du 20^{ème} siècle, c'est vrai il n'y a pas encore des thématiques variées liées à notre littérature,

mais le thème du voyage (physique et intellectuel) est consubstantiel à la pratique du métier d'écrivain. La preuve, comme disait le philosophe congolais Mudimbe, c'est en voyageant dans la « bibliothèque coloniale » que les écrivains africains ont commencé à produire à leur tour une littérature un temps complice puis dissident. Je trouve la remarque d'une pertinence indémodable.

Vous avez prononcé la mort du concert party lors de votre conférence au CCF. Beaucoup disent que le concert party est toujours vivace à Lomé et à Kpalimé, ville dans laquelle il est animé par Boboé. On cite également le nom de King Mensah qui a fait du concert party et d'un autre auteur dramatique, Hubert Arouna qui a adapté sa pièce, Larmes de crocodile et sourires de croque-mort au concert-party. On dit qu'il y aurait juste une absence de médiatisation du concert-party. Que répondez-vous à ces critiques ?

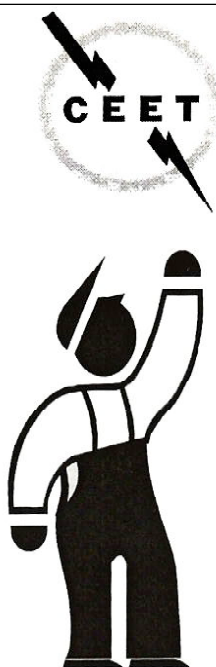
Il ne faut pas prendre un paradoxe pour une affirmation, je n'ai jamais prononcé la mort du genre ! Le titre de la conférence est « Vie et mort du Concert-party », en ce sens que la mort dont il s'agit n'est pas encore établie

mais programmée ! Si rien n'est fait pour inscrire le genre dans le patrimoine culturel togolais, il disparaîtra avec le décès de ses derniers praticiens. Mais il survivra aussi peut-être par une sorte de réincarnation esthétique si les dramaturges togolais s'emparaient de la forme, très musicale au demeurant, donc bon public. Mais justement, les dramaturges togolais sont trop influencés par les formes venues d'ailleurs et crachent facilement sur le Concert-party qu'ils trouvent pauvre esthétiquement. Cqfd ! Tout le débat est là sur l'ostracisme intellectuel et social qui frappe le genre. Que faire ? Au Ghana, la programmation du National Theater a sauvé le Concert, comme on l'appelle familièrement. Mais nous n'avons pas un lieu de ce type pour offrir une nouvelle chance aux Azékokovivina, Boboé...

A quand la prochaine édition de Plumes Francophones et quel en sera le thème ?

Mars 2012, nous pensons en faire une des manifestations phare de la Semaine de la Francophonie. Le thème sera annoncé au moment opportun.

Propos recueillis
par Tony FEDA



DU NOUVEAU, ENCORE DU NOUVEAU !!!

Plus d'autonomie dans la gestion de votre consommation en énergie électrique !

La CEET vous propose de remplacer vos « compteurs additionnels » par des sous-compteurs certifiés CEET

à des coûts réduits...

A compter du 1^{er} Mai 2011, abonnez-vous :

- Sous-compteur prépayé LAFIA = 30.000f CFA.
- Sous-compteur classique = 35.000f CFA.

Rendez-vous à votre agence CEET, tous les jours ouvrables.

La CEET, toujours plus d'énergie !



Après deux reports successifs

Faure donne le coup de pioche pour la révolution routière entre Aného-Hillacondji

Sylvestre D.

La troisième fois aura été la bonne. Après deux reports successifs en avril, la cérémonie officielle de lancement des travaux de réhabilitation et de modernisation de la voie Aného-Hillacondji a été finalement concrétisée hier par le président Faure Gnassingbé avec son coup de pioche. L'occasion a été belle pour le ministre des Travaux publics, Andjo Tchamdja, de rappeler que la réhabilitation s'impose à une route vieille de plus de 25 ans et en dégradation avancée due « *non seulement au poids des années, mais surtout à l'accroissement exponentiel du trafic routier sur la route communautaire reliant les capitales administratives des Républiques sœurs du Bénin et du Ghana* ». Et de préciser les caractéristiques des travaux : 2 composantes principales dont une route d'environ 8 km ainsi qu'un pont de 95 m de portée à Adjigo, et 4 composantes intégrées d'ouvrages connexes. La configuration géométrique des ouvrages contient, primo, une voie principale composée d'une chaussée unique en 1x2 voies de 7 m de large sur 1,52 km (entre le PK 0 et le PK 1,52) et d'une double chaussée en 2x2 voies de 7,00 m de large chacune sur une longueur de 4 km (entre le PK 1,52 et le PK 5,52), à partir de la station Total jusqu'à la frontière du Bénin. Secundo, une voie secondaire urbaine composée d'une chaussée unique en 1x2 voies sur 2,24 km allant du pont d'Adjigo jusqu'au carrefour Messan Condji. Ces chaussées seront bordées de trottoirs de 2 m de large de part et d'autre et d'un terre-plein central de 1 à 3 m de large pour la double chaussée de 2x2 voies. Pour un dédoublement aisé de la chaussée, il est aussi prévu la dédoublement du pont d'Aného à Adjigo par la réhabilitation du pont existant et la construction d'un nouveau pont en béton précontraint de 95 m de portée, fondé sur pieux à environ 30 à 40 m de profondeur, jouxtant celui existant.

La chaussée, elle, sera composée d'une couche de forme en sable silteux sur 60 cm d'épaisseur, d'une couche de fondation en sable silteux traité à 4% de ciment sur 20 cm d'épaisseur ou constituée de la chaussée existante recyclée et traitée au ciment à 4%, d'une couche de base en grave bitume sur 10 cm d'épaisseur et d'un revêtement en béton bitumeux sur 5 cm d'épaisseur. Pour éviter toute dégradation précoce de la chaussée par les eaux, le drainage de la route sera parfaitement assuré, de bout en bout, par des caniveaux et dalots en béton armé de sections conséquentes, afin de permettre



Faure Gnassingbé dévoile ...

une évacuation efficace des eaux pluviales. Plus est, les signalisations horizontales et verticales et l'éclairage public seront entièrement repris pour une plus grande sécurité des usagers.

Enfin, les populations riveraines sont prises en compte par des travaux connexes : construction d'un parking d'environ 2 hectares pour les camions gros porteurs

dans la zone du poste de péage d'Aného, d'une gare routière au niveau de la frontière avec le Bénin, d'une plateforme commerciale et d'un marché couvert au niveau de la frontière avec le Bénin, reconstruction du magasin décor des Douanes existant au niveau de la frontière en structures consolidées au niveau des rails à l'entrée d'Aného



...le panneau d'identification des travaux

et construction de 10 logements pour le recasement des personnes affectées par le projet. Une vraie révolution routière pour la portion Aného-Hillacondji, partie intégrante du corridor Abidjan-Lagos en général et Aflao-Hillacondji en particulier (52,5 km, n°1 selon l'UEMOA).

C'est le groupement d'entreprises SGTM/SFT/CGEB qui devra

boucler les travaux d'ici 11 mois, sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux COMETE/CAEM. Le ministère des TP assure la coordination et le suivi des travaux.

Actuellement, le tronçon à moderniser Aného-Hillacondji-Frontière Bénin, distant de 7,76 km, se présente sous la forme d'une chaussée en 1x2 voies de 7 m de large. « *Mais dans son état*

actuel, il constitue une véritable barrière à la fluidité du trafic », a affirmé le Représentant résident de la Banque mondiale, Hervé Assah. Le coût global de ce projet est de 9,9 milliards de francs Cfa. Le financement est assuré par un don de la Banque mondiale au Togo, entré en vigueur le 6 août 2010, à hauteur de 33 millions de dollars US, et fait partie d'une plus vaste opération régionale qui se situe autour de 300 millions de dollars US pour les cinq pays bénéficiaires, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigéria, à en croire M. Assah. Le Togo a aussi mis la main à la poche, le tout dans le cadre du Projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos. Aného-Hillacondji-Frontière Bénin est la 3^{ème} partie après Aflao-Rond point du Port (9,2 km) déjà achevé sur financement de la BID, BIDC, BOAD et le Togo, et Rond point du Port-Avépozo (10,2 km) en cours d'exécution sur financement de la BAD et une contrepartie togolaise. Quant à la portion Avépozo-Aného (27,5 km), elle a été entièrement réhabilitée depuis 2002 et est en bon état de praticabilité, selon le ministre Andjo.

Promotion des Technologies de l'information et de la communication

Une pénétration téléphonique de 60% attendue en 5 ans

*** Le taux de pénétration du haut débit espéré à 15% à l'horizon 2015.**

Entre autres objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à atteindre en 2015, le Togo projette de remplir le numéro 8, celui-là qui demande aux Etats, en coopération avec le secteur privé, de « *faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les TICs, soient à la portée de tous* ». Mieux, il permet au gouvernement d'avancer dans la mise en œuvre des engagements pris par le Togo dans son Document de Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Le deal a été ainsi fait en adoptant, en conseil des ministres le 18 mai dernier, le décret portant approbation de la Déclaration de politique sectorielle pour la promotion des Technologies de l'information et de la communication (TIC) 2011-2015.

En termes plus simples, il s'agit, à cette échéance, de faciliter l'accès des TICs aux citoyens et de faire du Togo une vitrine dans la sous région en la matière. « *D'ici 5 ans, le Togo doit atteindre un taux de pénétration téléphonique fixe et mobile de 60% et un taux de pénétration haut débit de 15%* », indique avec précision le document adopté par l'équipe à Faure Gnassingbé. En ajoutant : « *A cette échéance, l'accès aux services de haut débit devra passer du statut de produit de luxe à celui de bien de grande consommation pour les*

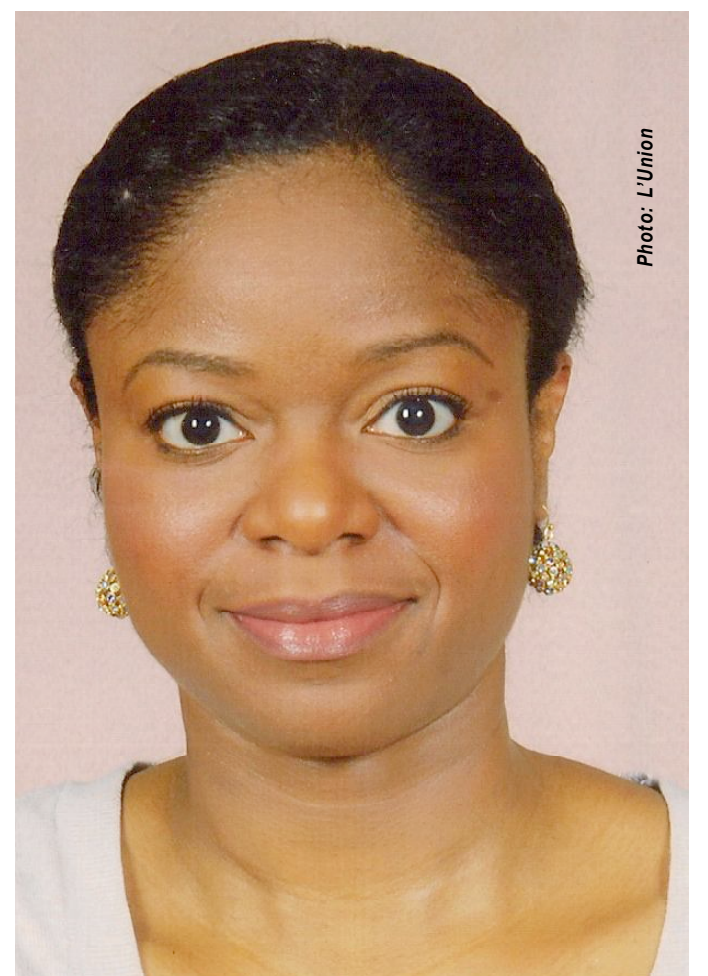
ménages, et de première nécessité pour les entreprises et le service public ». Le gouvernement va jusqu'à envisager de doter le Togo d'un site géographique, parc technologique ou technopole à vocation régionale, disposant des meilleures infrastructures permettant à tout opérateur économique désireux de développer des services avec des niveaux de compétitivité favorables au développement de son activité sur le marché mondial.

En termes de stratégies, il se pose notamment l'indispensable question de renforcement des infrastructures pour couvrir l'ensemble du territoire et relier le Togo aux pays voisins en s'appuyant sur les meilleures technologies permettant l'accès des populations urbaines et rurales aux services de télécommunications. En rappel, à fin 2010, le nombre pour la téléphonie mobile au Togo était de 2,4 millions, soit un taux de pénétration de 41,55%, contre la moyenne de 44% à la même date pour l'Afrique subsaharienne. Le parc d'abonnés pour la téléphonie fixe est de 213 620, soit un taux de pénétration de 3,62%. Plusieurs obstacles à l'utilisation facile des TIC ont été identifiés dans les zones rurales : l'absence d'électricité, le faible taux d'alphabétisation, la

difficulté d'accès aux terminaux, l'inadéquation entre les contenus et les besoins...

Dans cette optique, un plan intégral dénommé « **Monde rural numérique** » sera élaboré et mis en œuvre. Il sera conçu essentiellement pour faciliter l'utilisation des TIC dans le monde rural en palliant les différents obstacles susmentionnés. On pense alors s'appuyer sur la desserte en câbles de fibre optique de Lomé à Cinkassé réalisée par Togo Telecom qui dote le pays d'une dorsale nationale du nord au sud permettant de disposer d'artères à haut débit dans la plupart des grandes villes du pays. Mais on se dit qu'il faut également raccorder le Togo à au moins un câble sous marin à fibre optique. A ce jour, le pays bénéficie des capacités du câble optique SAT-3 à travers les points d'atterrissage du Bénin et de la Côte d'Ivoire.

Enfin, il faut ouvrir le marché à la concurrence ; dans ce cas, il est attendu une troisième licence de téléphonie mobile. La mission avait été confiée en 2010 à la Banque ouest africaine de développement (Boad) de rechercher ce précieux concurrent. Sur le plan réglementaire, les textes en vigueur ne sont plus adaptés à l'évolution des réseaux et services et doivent être mis en conformité avec les directives communautaires



Cina Lawson, Ministre des Postes et télécommunications

de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Togo Telecom et sa filiale Togo Cellulaire ne disposent pas, à ce jour, de licences formelles. « *Ces contraintes, entre autres,*

font que les TIC n'ont pas encore la place centrale qui devrait être la leur dans l'épanouissement socio-économique », fait remarquer Mme Cina Lawson, ministres des Postes et télécommunications.

Après l'accalmie en Côte d'Ivoire

Le nouveau Gouverneur de la Banque centrale sera connu à Lomé

*** Les effets de la crise ivoirienne sur l'Union seront examinés.**

Jean Afolabi

Maintes fois reportée en raison d'une situation de crise politique post-électorale en Côte d'Ivoire, et sociale au Burkina Faso, la réunion extraordinaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) va enfin se tenir le 30 mai 2011 à Lomé, la capitale togolaise. En principe, sauf empêchement de dernière minute, les chefs d'Etat et de gouvernement du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal devront être aux côtés de leur homologue togolais Faure Gnassingbé.

Il est déjà certain que Alassane Dramane Ouattara, fraîchement investi samedi en Côte d'Ivoire, sera de la partie, de son retour du G8 en France et de l'investiture de Goodluck Jonathan au Nigeria. Sauf la dernière sortie des corps habillés à Pô, au Burkina, Blaise Compaoré connaît un peu d'accalmie. Mais, officiellement, de source togolaise, rien n'est indiqué sur les arrivées confirmées. Ni sur l'ordre du jour.

Officiellement, au sommet ordinaire de Bamako, le 22 janvier, il était question de se retrouver à Lomé, en session extraordinaire à Lomé avant la fin du premier trimestre 2011, «pour l'évaluation des mesures prises», essentiellement s'agissant de l'impact de la crise ivoirienne sur les chantiers en cours au sein de l'Union. Les chefs d'Etat et de gouvernement



Koné Tiémoko Meyliet, probable Gouverneur de la BCEAO (presse)

avaient exprimé leur vive préoccupation quant aux conséquences négatives de la crise sur la mise en œuvre des chantiers du processus d'intégration et sur la situation économique, monétaire et financière dans l'Union. «*Cette crise est préjudiciable aux efforts déployés pour construire un espace économique intégré, basé sur l'intensification des échanges intracommunautaires et la libre circulation des personnes, des biens et services*», avaient-ils indiqué dans le communiqué final.

Ils ont demandé au Conseil des Ministres et aux Organes et Institutions communautaires, de veiller au bon fonctionnement du système financier et de l'économie régionale. En vue d'assurer la

poursuite de la construction harmonieuse de l'Union, ils se sont engagés à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour normaliser les circuits d'échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et les autres pays, notamment ceux de l'arrière-pays et à faciliter aux opérateurs économiques, le cas échéant, le transit des marchandises à partir des ports des pays à façade maritime. Le point sera fait au cours de ce week-end par le Conseil des ministres à Lomé, qui en soumettra lundi les résultats aux chefs d'Etat.

Enfin, Faure Gnassingbé, désigné le 22 janvier dernier à Bamako à la présidence en exercice de l'Union, va jouer le grand rôle. De source non officielle, la réunion de Lomé devra connaître de la nomination du nouveau gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), l'institution d'émission commune aux huit Etats membres de l'Union. Il est évident qu'il soit de nationalité ivoirienne, selon la vieille tradition. Et des noms sont évoqués ça et là : l'hebdomadaire panafricain «Jeune Afrique», dans sa dernière livraison, avait avancé le nom de Koné Tiémoko Meyliet. Expliquant que le président Ouattara avait annoncé, lors de sa dernière visite à Dakar, avoir déjà proposé aux chefs d'Etat de l'Union un nom pour le poste de gouverneur de la Banque centrale. Selon «Jeune Afrique», Alassane Ouattara a obtenu l'aval des présidents

sénégalais et burkinabé Abdoulaye Wade et Blaise Compaoré.

Depuis le sommet de Bamako, qui désignait Faure Gnassingbé à la présidence en exercice, la Banque centrale est dirigée en intérim par son vice-gouverneur en la personne du Burkinabé Jean-Baptiste Compaoré. L'Ivoirien Philippe-Henri Dacoury-Tabley, poussé à la sortie pour avoir continué à injecter des milliards de francs Cfa dans le plan suicidaire de Laurent Gbagbo, venait de démissionner. Et il est demandé à Alassane Ouattara «de proposer pour la prochaine session extraordinaire une candidature au poste de Gouverneur, pour achever le mandat au titre de la Côte d'Ivoire». Koné Tiémoko Meyliet a déjà fait la Bceao. Il a été directeur de cabinet du Premier ministre Guillaume Soro et ministre de la Construction et de l'Urbanisme dans le dernier gouvernement avant l'élection présidentielle de 2010.

Au titre de la Banque ouest africaine de développement (Boad), dont le siège est à Lomé, Bamako avait pris note de la candidature de Abdoulaye BIO-TCHANE, Président de cette Institution, à l'élection présidentielle au Bénin. Il a donc été décidé de nommer Christian ADOVELANDE, en qualité de Président de la BOAD, pour l'achèvement du mandat au titre du Bénin, dès la validation de la candidature de Bio-Tchané.

Projets de réhabilitation d'infrastructures routières et des terres agricoles

La Boad consent 27,5 milliards Cfa au Togo

Aux termes des dispositions de trois accords signés mardi à Lomé entre le gouvernement togolais et la Banque ouest africaine de développement (Boad), cette dernière consent à la République togolaise plusieurs prêts pour un montant total de 27 500 millions de francs Cfa, pour soutenir d'une part le Programme d'Actions Prioritaires (PAP) du gouvernement togolais sur la période 2008-2012 avec 7 500 millions de francs qui sont consentis pour le financement complémentaire du projet d'aménagement de la zone lagunaire de Lomé (PAZOL en cours de réalisation) et 12 000 millions de francs pour le projet d'aménagement et de bitumage du tronçon Dapaong-Naki Est-Borgou sur la route nationale n°24. Outre ces deux projets, un troisième concours d'un montant de 8 000 millions de francs a été octroyé pour l'aménagement et la réhabilitation des terres agricoles de la zone de Mission-Tove.

L'objectif du projet d'aménagement de la zone lagunaire, indique la banque dans un communiqué, est de favoriser la mobilité urbaine, d'améliorer le système de drainage des eaux pluviales, de travailler à l'amélioration du cadre de vie et à la mise en place

d'infrastructures urbaines et d'ouvrages d'assainissement appropriés. Le projet, qui comprenant cinq rues à bitumer au cœur de Lomé, est sensé s'achever en janvier 2012.

S'agissant de la route nationale n°24, qui est une voie de communication importante d'intérêt national et international, elle permettra de relier le Togo aux pays voisins, notamment le Burkina Faso et le nord du Bénin, selon la Boad.

Enfin, l'aménagement et la réhabilitation des terres agricoles de la zone de Mission-Tove s'inscrit dans la logique des objectifs majeurs des interventions de la Boad. En effet, la mise en œuvre de ce projet permettra de renforcer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté par l'accroissement de la production agricole nationale et l'amélioration des conditions et niveau de vie des agriculteurs de la zone.

Le financement de ces trois projets porte à 211,9 milliards de francs le montant total des engagements de la banque au Togo, tous secteurs confondus, dont 72,74 milliards de francs pour le secteur des infrastructures de transport et 27,87 milliards de francs pour le secteur du développement rural.

Ghana

AngloGold Ashanti affiche 203 millions de dollars de recettes

Le géant minier AngloGold Ashanti a affiché des recettes ajustées (excluant le coût de couverture des rachats d'actions) de 203 millions de dollars au cours du premier trimestre de cette année, indique un communiqué publié sur le site web de la société. "Les trois premiers mois de l'année sont traditionnellement ceux qui enregistrent la plus faible production, étant donné que les mines sud-africaines reprennent leurs activités après les congés de Noël", souligne le communiqué.

La compagnie a des mines au Ghana, en Afrique du Sud, en Australie, en Argentine, en Colombie et dans plusieurs autres pays. Elle indique que les flux monétaires nets générés par ses activités d'exploitation au cours du premier trimestre ont été de 513 millions de dollars américains. La dette nette (à l'exclusion des obligations remboursables en actions) s'est

améliorée de 15 pour cent à 1,1 milliard de dollars américains, ce qui souligne la nette augmentation des revenus d'AngloGold Ashanti même après que la compagnie a financé ses dépenses d'investissement.

AngloGold a également renforcé son flux de trésorerie grâce à ses activités après avoir liquidé son Hedge Book l'année dernière pour tirer le maximum de bénéfices des prix records de l'or sur le marché.

"La compagnie génère des flux monétaires réguliers, maintenant que nous avons obtenu cette hausse du prix de l'or", a déclaré le Président-directeur général, Mark Cutifani. La production d'AngloGold Ashanti a été de 1,039 million d'onces, à un coût total de 706 dollars l'once en trois mois, au 31 mars 2011, comparé à 1,079 million d'onces à 619 dollars l'once pour le trimestre correspondant de l'année dernière.

L'UEMOA en bref

Fondée en janvier 1994 à Dakar, au Sénégal, l'Uemoa compte trois organes que sont la Conférence des Chefs d'Etat, le Conseil des ministres et la Commission de l'Uemoa.

La Conférence des Chefs d'Etat est l'autorité suprême de l'Union et tranche toute question n'ayant pu trouver de solution par accord unanime du Conseil des Ministres. Elle décide de l'adhésion éventuelle de nouveaux membres et prend acte du retrait ou de l'exclusion des participants. Elle se réunit au moins une fois par an et prend ses

décisions à l'unanimité.

Présidé par Jose Mario VAZ, Ministre des Finances de la République de Guinée-Bissau, le Conseil des Ministres définit la politique monétaire et de crédit de l'Union afin d'assurer la sauvegarde de la monnaie commune et de pourvoir au financement de l'activité et du développement économique des Etats membres. Chacun d'entre eux est représenté par deux ministres, dont le ministre des finances, mais chaque Etat n'y dispose que d'une seule voix. La

BCEAO organise les séances du Conseil dont elle assure le Secrétariat. Le Gouverneur de la BCEAO assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an et prend ses décisions à l'unanimité. Il lui appartient de modifier la définition de l'unité monétaire et de déterminer en conséquence la déclaration de parité de la monnaie de l'Union à effectuer au Fonds monétaire international.

La Commission de l'UEMOA présidée par Soumaila CISSE,

exerce, en vue du bon fonctionnement et de l'intérêt général de l'Union, le pouvoir d'exécution, délégué par le Conseil des Ministres. Elle transmet à la Conférence et au Conseil les recommandations et avis qu'elle juge utiles à la préservation et au développement de l'Union. Elle exécute le budget de l'Union. Elle peut saisir la Cour de Justice en cas de manquement des Etats membres aux obligations qui leur incombent en vertu du droit communautaire. Le siège de la Commission est à Ouagadougou, au Burkina Faso.

SANTÉ

Par Maurille Aféri

Le Rhume

Contagion

Le rhume est une maladie contagieuse. Pour pouvoir provoquer un rhume, les virus du rhume doivent d'abord se fixer sur les muqueuses de notre nez, de nos yeux ou de notre bouche. Contrairement à la peau, les muqueuses ne forment pas une barrière très étanche contre les microbes. Elles constituent plutôt un milieu accueillant pour ceux-ci. Les virus peuvent atteindre les muqueuses si l'on inhale de fines gouttelettes contaminées, émises

par exemple lorsqu'une personne qui a le rhume tousse ou éternue. Le rhume peut aussi se propager par le contact des mains avec une personne infectée ou un objet contaminé (des verres, des ustensiles, des jouets, etc.), lorsque les mains sont ensuite portées à la bouche, au nez ou aux yeux. La période d'incubation varie d'une douzaine d'heures (rhinovirus) à quelques jours, selon le virus.

Complications possibles

Le rhume en soi n'entraîne pas de complications. Cependant, il

fragilise les muqueuses, qui peuvent être « colonisées » secondairement par des bactéries. On parle alors de surinfection bactérienne. Les signes de la surinfection bactérienne sont un écoulement nasal épais et la prolongation des symptômes sur plusieurs semaines. Les bactéries peuvent également causer d'autres affections à la suite d'un rhume. Ainsi, chez les enfants, la complication la plus fréquente est l'otite moyenne. Un rhume persistant peut aussi dégénérer en

sinusite, en pharyngite, en bronchite et même, rarement, en pneumonie. Il peut également réactiver le virus de l'herpès simplex, qui cause l'herpès labial et l'herpès génital, en affaiblissant l'organisme. Chez les enfants de moins de 5 ans, certains virus responsables du rhume peuvent provoquer des maladies plus graves, comme le croup (enrouement, respiration bruyante, toux « aboyante ») et la bronchiolite (respiration sifflante, respiration difficile).

(à suivre)

Guinée

Développement de la production rizicole

Le secteur rural occupe encore 7/8ème de la population guinéenne. Cependant, alors que les Guinéens sont les plus gros consommateurs de riz d'Afrique de l'Ouest, la consommation n'est assurée qu'à 70% par la production nationale. L'Agence française de développement (Afd) vient alors d'approuver l'attribution d'une subvention de 5 millions d'euros (3,275 milliards de francs Cfa) à la République de Guinée pour le développement de la production rizicole en zone de

mangrove. La riziculture de mangrove est un mode de mise en valeur durable et 100% écologique : elle est réalisée sans apport d'engrais, de pesticides et d'énergie, mais réclame un travail intensif. Bien que ne représentant que 8% des surfaces rizicole du pays, son potentiel est important et son intensification protège la mangrove. Le projet se situe dans la lignée de plusieurs projets de ce type déjà financés depuis une vingtaine d'années par la coopération française.

FOOTBALL/FIFA/ELECTION

Blatter se donne un nouveau challenge

Candidat à sa propre succession à la tête de la FIFA, Sepp Blatter entend continuer l'œuvre qu'il a entreprise depuis douze ans. Le congrès électif qui aura lieu à Zurich les 31 mai et 1er juin prochain met aux prises Sepp Blatter, le président sortant et Mohammed Bin Hammam, président de la Confédération asiatique de football.

Gilles Vevey

Arrivé à la présidence de la l'instance faîtière du football mondial depuis 1998, le Suisse ne manque pas d'idées pour poursuivre l'aventure avec l'objectif majeur de continuer d'améliorer le jeu, d'élargir les activités de développement et de consolider l'organisation tout en étant réactifs face aux imprévus. C'est donc une évolution constante que propose Sepp Blatter en décidant de briger son quatrième et dernier mandat de Président parce qu'en ces temps incertains, "la FIFA a besoin de stabilité pour sécuriser tout ce que nous avons réalisé à ce jour et pour assurer les changements essentiels pour l'avenir".

"Le football est toute ma vie, la FIFA est toute ma vie. Au vu de ce que nous avons réalisé ensemble en douze ans, je ressens une grande satisfaction. Nous pouvons être fiers de notre organisation, d'autant que la FIFA est plus forte que jamais. Nous sommes parfaitement armés pour relever les défis que l'avenir nous réserve", a indiqué le président dans un courrier adressé aux associations membres de la FIFA, le 11 avril dernier.

Pour se faire réélire, Sepp Blatter table sur son bilan plus que positif. Entre 1998 et 2010, ce sont 3 magnifiques Coupes du Monde de la FIFA qui ont été organisées et 46 autres



Sepp Blatter, le président de la FIFA

Coupes du Monde - pour certaines totalement nouvelles - s'y sont ajoutées, dans le football féminin et le beach soccer ainsi que la Coupe du Monde des Clubs.

-t-il expliqué.

Depuis 1999, Sepp Blatter a lancé le programme Goal avec le succès que l'on sait: USD 262 millions ont ainsi été investis dans les 504 projets

Mais c'est bien plus sur le plan financier que la FIFA a excellé. "Depuis 1999, nous avons fourni sans discontinuer un soutien financier d'un montant total de USD 784 millions à l'ensemble des associations membres. Compte tenu de l'énorme succès de la Coupe du Monde de la FIFA 2010™, j'ai également demandé au Comité Exécutif d'approuver l'octroi d'une aide supplémentaire à chaque association pour un montant global de USD 550 000", a

menés à bien dans 194 pays à ce jour. Parmi ses autres initiatives, citons encore les projets "Gagner en...", le Programme d'assistance à l'arbitrage, d'importants cours techniques, Football for Health, la lutte contre le dopage et des programmes universitaires.

"Globalement, sous ma direction durant le cycle 2007-2010, nous sommes parvenus à multiplier par 57 les investissements totaux de la FIFA dans des projets de dévelop-

pement par rapport à la période 1995-1998. Au total, environ 70% des dépenses de la FIFA étaient des investissements dans le football sous forme de compétitions ou de développement", a ajouté Blatter.

Aujourd'hui, grâce à ses efforts conjoints, à une gestion rigoureuse des coûts (programme SCORE, etc.) et à la commercialisation fructueuse des droits, la FIFA constitué USD 1,2 milliards de réserves, garantes de stabilité et de solidité financière.

Pour son nouveau mandat, Sepp Blatter envisage d'atteindre les objectifs suivants: renforcer le fonctionnement démocratique et l'autonomie des associations membres; injecter USD 1 milliard dans le développement du football en quatre ans, améliorer la qualité du football; intensifier la tolérance zéro et fair-play, renforcer l'universalité du football; et s'appuyer sur le football pour bâtir un avenir meilleur.

"Il est primordial d'atteindre ces objectifs. Cependant, ils ne doivent pas nous faire négliger la stabilité de notre organisation - notre famille - ni la continuité de nos réalisations sur laquelle s'appuiera la prochaine génération. Je crois en le football, je crois en la FIFA et je crois en la grande famille internationale du football. J'ai toute la motivation, l'expérience, les idées et l'énergie requises pour mener à bien ma mission", a-t-il conclu.

FIFA/ALLEGATION DE CORRUPTION

Bin Hammam devant la Commission d'Ethique

Le Qatarote Mohammed Bin Hammam, candidat à la présidence de la FIFA contre le Suisse Joseph Blatter, a démenti "complètement" mercredi les accusations de corruption après l'ouverture d'une procédure le visant pour de "possibles violations" du code éthique et "allégations de fraude".



"Je suis sûr de ne devoir répondre à aucune charge d'accusation et suis sûr d'être libre d'apparaître à l'élection présidentielle de la FIFA le 1er juin comme prévu", explique le président de la Confédération asiatique sur son blog.

"Ca a été un jour difficile et douloureux pour moi, mais s'il existe la moindre justice dans ce monde, ces accusations s'évaporeront", poursuit-il.

Et Bin Hammam d'accuser, sans le nommer, le camp Blatter, en parlant d'une "tactique de ce ceux qui n'ont pas confiance dans leur propre capacité à sortir vainqueur de l'élection présidentielle à la FIFA".

Le comité d'éthique de la FIFA a ouvert mercredi une procédure vi-

sant quatre responsables, dont Mohammed Bin Hammam et le Trinidadien Jack Warner, vice-président de la FIFA, pour de "possibles violations" du code éthique et "allégations de fraude" dans le cadre de l'élection présidentielle de la FIFA.

Outre ces deux personnalités de premier plan, sont aussi visés deux dirigeants moins en vue, responsables du foot caribéen, Debbie Minguell et Jason Sylvester.

Leurs arguments de défense sont attendus le 27 mai et leur audience devant le comité d'éthique de la FIFA à son siège de Zurich est prévue le 29 mai... soit trois jours avant l'élection présidentielle de l'instance du football mondial.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DÉCENTRALISATION ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

SECRÉTARIAT PERMANENT POUR LE SUIVI DES POLITIQUES DE REFORMES ET DES PROGRAMMES FINANCIERS

N° 448 / MTP/MUH/MATDCL/SP-PRPF

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie

Lomé, le 10 Mai 2011

LETTRE CIRCULAIRE

à

Messieurs les Préfets
Messieurs les Maires
Honorables Chefs Traditionnels

Objet: Interdiction des travaux aux abords des routes, des pistes et des ponts

Il nous a été donné de constater que la population exécute des travaux agricoles le long des routes, des pistes et des ponts entraînant d'une part le blocage de l'écoulement normal des eaux et l'encombrement des ponts et d'autres part la dégradation de la fondation de ces différents ouvrages.

Par conséquent, il est formellement interdit de cultiver ou d'effectuer des travaux, de quelque nature que ce soit, dans la limite des 30 mètres de part et d'autre des abords des routes nationales et des ponts et de 10 mètres pour les pistes.

Pour ce faire, il est demandé aux Préfets, aux Maires, aux Chefs Cantons, aux Chefs de villages et de quartiers de veiller, chacun en ce qui le concerne,

au strict respect de cette disposition. Des contrôles seront effectués dans chaque localité afin de s'assurer du respect de cette disposition. Il en va pour le bien et le développement de notre pays.

Le Ministre de l'Administration Territoriale,
de la Décentralisation et des Collectivités
Pascal Akoussoulélou **RODJONA**

Le Ministre des Travaux Publics
Yannick ANDJO

Le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat
Tomlin Clément **NUNYABU**

Plateforme multifonctionnelle

La réponse à la pauvreté énergétique

Afin d'appuyer le monde rural à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (omd), le gouvernement togolais a initié le Programme d'implantation de Plateforme multifonctionnelle. Une infrastructure d'énergie en zone rurale, réponse appropriée au problème de pauvreté énergétique.

Etonam Sossou

Pas d'énergie, pas de réduction de la pauvreté et de la faim, pas d'éducation primaire pour tous, pas d'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ni de réduction de la mortalité infantile, ni d'amélioration de la santé maternelle ! La route est longue pour que le Togo, surtout dans son environnement rural atteigne ces cinq objectifs du millénaire pour le développement (Omd) fixés par les Nations Unies d'ici 2015.

Il faut accroître l'accès des populations rurales à des services énergétiques fiables et abordables, une condition essentielle pour atteindre ces Omd. Et, une bonne partie des

populations rurales n'ayant pas accès à l'énergie, le Togo par le biais du ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a pensé à une infrastructure d'énergie décentralisée au sein des villages pour se substituer à la force motrice humaine des hommes et surtout des femmes. Une réponse appropriée au problème de pauvreté énergétique, dénommée Programme d'Implantation de Plate-forme multifonctionnelle, expérimenté au Mali, au Ghana, en Guinée, au Burkina Faso et au Sénégal.

Une forte raison qui justifie la présence du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé à



l'inauguration le 24 mai à Gapé-Dzaticpo (environ 80km de Lomé) d'une plate-forme multifonctionnelle et d'une Unité de Soins Périphériques (UPS) dont le

coût est de 35 millions de FCFA. Cette UPS comporte deux logements pour les infirmiers, des chambres d'accouchement et de soins, une pharmacie et des latrines. «J'ai remarqué que vous êtes contents et satisfaits mais j'ai aussi compris que vous voulez mieux, vous voulez plus. Nous reviendrons bientôt pour d'autres infrastructures sociales », a promis Faure Gnassingbé aux populations de Dzaticpo.

La plate-forme multifonctionnelle, utilise un moteur diesel qui peut faire

fonctionner différents outils permettant de fournir des services énergétiques financièrement abordables comme la mouture de céréales, le décorticage de riz, la soudure électrique, la charge de batterie. La plate-forme peut également produire l'électricité nécessaire au fonctionnement d'un réseau d'eau et d'éclairage. Grâce à sa simplicité, l'installation et la maintenance de la plate-forme peuvent être assurées par des artisans locaux. «je reste convaincue que les plateformes contribueront à mieux structurer l'organisation des femmes, à les alphabétiser et à renforcer leur promotion par l'accès à des emplois et des revenus plus substantiels », a affirmé avec optimisme Mme Victoire Dogbé-Toméghah, ministre du développement à la base.

Les 25 localités concernées par ce programme dans sa phase pilote, sont entrain d'être dotées d'infrastructures socio-collectives comme des Unités de Soins Périphériques, des latrines, des établissements scolaires, des

magasins de stockage, des hangars de marchés pour une valeur de 147 millions de FCFA.

Dans les localités, où la plate-forme a été mise en œuvre au Togo, les résultats attendus sont, selon M. Agbogbazé, coordonnateur du programme, la baisse du temps passé par les femmes à la mouture et au décorticage des céréales. La hausse de la quantité de céréales produites par les femmes, la hausse du nombre total d'enfants ayant terminé le cycle de l'école primaire, la hausse également du nombre de visites prénatales dans les postes de santé.

«Je suis comblée parce que mon bébé va naître dans de très bonnes conditions. Je ne ferai pas partie des mamans qui sont mortes en voulant donner la vie », se réjouit Amah G. enceinte de 5mois.

Le coût total des 25 plateformes s'élève à 476 millions de FCFA financé à 70% par l'Etat togolais et à 30% par le programme des nations unies pour le développement (PNUD).

La vente par internet

Un moyen d'optimiser les recettes

Plusieurs entreprises européennes ont défini une véritable offensive de vente par Internet. Cette stratégie mérite d'être appliquée aussi en Afrique car offrant jusqu'à 97% d'économie en termes d'efforts de communication. Par ailleurs, le nombre et la fréquence des visites sur le web provenant de l'Afrique sont en pleine croissance. Les entreprises qui offrent des services ou des produits dédiés ont intérêt à tenir compte de ce canal dans leur stratégie de communication. C'est cette opportunité qu'offre l'association « Agir Ici Pour Demain » (AIPD) à tout opérateur économique, en développent pour le compte de la journée mondiale des Télécoms, le 25 mai au centre culturel français le thème : « internet, un outil de développement économique, commercial et communautaire pour l'Afrique »

Si l'on s'accorde à dire que l'Internet est un facteur d'accélération de la communication, du partage de la connaissance, de la création de la richesse et donc du développement, on peut affirmer qu'il y a encore un long chemin à faire, pour se rapprocher de ce niveau de développement. Ce retard est

un handicap important au développement des pays africains. «Nous voulons permettre aux paysans aussi de mieux vivre grâce aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) », a précisé M. Jean Marie Ayéfouni, président de L'AIPD.

Aujourd'hui, les nouvelles technologies (Wifi, 3G, GPRS, etc.) sont en train d'être déployés par les opérateurs télécom dans nos villes et nos campagnes. Quelle utilisation pouvons-nous faire de l'internet dans le but d'accompagner le développement du monde rural ?

Le milieu rural est caractérisé par :

- L'agriculture, l'artisanat, l'espace rural et forestier (activité de base)
- Quelques usines isolées, le commerce, le transport (diversification)
- Education (cadre de vie), la santé, l'habitat, les routes, l'eau potable, l'électricité

La diversification progressive des activités et l'amélioration du cadre de vie concourent au maintien en place d'une population jeune, à l'affectation de fonctionnaires (professeur, médecin etc.) L'activité

de base (agriculture et artisanat) est de plus en plus exercée par des jeunes sachant lire et écrire, à même de s'informer. Tout ce cadre est favorable à l'exploitation d'Internet pour une valeur ajoutée sure. On peut donc citer la réduction des distances entre les professionnels et la création de nouvelles alliances et des réseaux de communication. L'internet peut servir aussi à faire connaître les besoins du milieu rural et les savoirs locaux et mieux orienter les investissements du milieu rural par une approche participative et intégrée. «Internet c'est le lieu où gagne celui qui a le plus de compétence. C'est un marché mondial » a expliqué le président de l'Association pour le Développement Economique, Culturel et Social, (ADECS-Bénin), Paul Pierre Kokoui.

Internet pourrait permettre de créer des communautés de producteurs de matières premières (banane, aubergine, etc.) et publier sur les sites, les disponibilités par village, par zone. On aurait donc une idée des quantités de production par zone. Les acheteurs pourraient ainsi faire des réservations et optimiser leurs frais de déplacement.

Les administrations qui supervisent ces cultures en seraient plus informées pour des plans d'accompagnement et d'assistance. Plusieurs produits africains sont prisés en Occident. Le problème est la rencontre du vendeur et de l'acheteur. Internet peut être cette plateforme. Le couturier de Kpalimé ou d'une autre contrée peut vendre sur un site, ses produits sans se déplacer. L'acheteur peut consulter les produits sur le site et acheter. L'article lui est acheminé. Cette méthode peut être un puissant outil pour les ruraux de vendre leurs produits. Mais il faut en amont implanter des cybers dans les villages et

Dans le cadre de son action de développement économique, ADECS-Bénin offre gratuitement aux 500 premières entreprises inscrites sur leur site contact@artisans-d-afrique.org, un site internet.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1061 DE LOTO BENZ DU 18 MAI 2011

Le tirage de Loto Benz de ce mercredi 25 Mai 2011 porte le N°1062.

Le tirage précédent a permis à plusieurs parieurs de la LONATO de gagner à travers tout le pays des gros lots et des lots intermédiaires

A TABLIGBO, le point de vente 3907 a enregistré un gagnant d'un lot de 500.000 FCFA.

L'opérateur 7304 situé à KARA recense également un lot de 500.000 FCFA.

Enfin, à **LOME**, un parieur a eu le bonheur de remporter lors du tirage précédent un gros lot de **1.350.000 FCFA** sur le point de vente **7724**.

La Tranche Commune Entente 2011 a également fait des heureux gagnants!

A **LOME**, la somme de **500.000 FCFA** a été remportée par un heureux parieur et à **DAPAONG**, un autre parieur a eu le bonheur de décrocher le jackpot, en découvrant sur son ticket **trois fois une jarre tenue par des mains!** Il gagne donc, 500.000 FCFA, une prime de voyage de 200.000 FCFA, un séjour de 10 jours à Abidjan où il prendra part avec les autres gagnants au grand tirage au cours duquel il pourra gagner jusqu'à 5.000.000 FCFA.

Alors n'hésitez plus et tentez vous aussi votre chance! De nombreux gros lots vous attendent encore! Avec 200 FCFA offrez vous la possibilité de gagner plusieurs millions!

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**AVEC LA LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !!!**

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1062 de LOTO BENZ du mercredi 25 Mai 2011

Numéro de base

38

58

40

79

28



**Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses**

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 261 35 29 / 905 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
**Sylvestre DJOKEH
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA**

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.